

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates**Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

*Ueberwiesen als Postulat – Transmis comme postulat*

90.875

**Motion Leutenegger Oberholzer  
Bekämpfung des Sommersmogs  
Lutte contre le smog estival**

*Wortlaut der Motion vom 5. Oktober 1990*

Der Bundesrat wird eingeladen, zur Bekämpfung des Sommersmogs ein Massnahmenpaket vorzulegen. Dieses soll ab Sommer 1991 wirksam werden und insbesondere folgende Punkte umfassen:

- bei Anzeichen überhöhter Ozonwerte sind frühzeitige Verkehrsbeschränkungen einzuleiten;
- für die Sommerperiode sind Einschränkungen der Kohlenwasserstoffemissionen zu verfügen;
- der Flugverkehr als Emittent der Vorläufersubstanzen des Ozons ist frühzeitig zu beschränken;
- bei Ueberschreiten der Grenzwerte der LRV ist auf den Nationalstrassen/Autobahnen Tempo 80 km/h einzuführen;
- zum Schutz der Bevölkerung sind Ozon-Alarmwerte festzulegen.

*Texte de la motion du 5 octobre 1990*

Le Conseil fédéral est chargé de soumettre aux Chambres une série de mesures visant à lutter contre le smog estival. Celles-ci devraient produire effet dès l'été 1991 et porter sur les points suivants:

- dès que l'on prévoit que les valeurs limites pour l'ozone vont être dépassées, il faut restreindre la circulation;
- il faut limiter les émissions d'hydrocarbures pour la période estivale;
- le trafic aérien qui est à l'origine de l'émission de précurseurs de l'ozone doit être restreint avant que les valeurs limites ne soient dépassées;
- lorsque les valeurs limites fixées dans l'OPair sont dépassées, la vitesse doit être abaissée à 80 km/h sur les routes nationales et autoroutes;
- il faut fixer des valeurs d'alerte pour l'ozone afin de protéger la population.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Baerlocher, Diener, Grenzelmeier, Herczog, Meier-Glatfelden, Schmid, Stocker, Thür, Weder-Basel (9)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Die lufthygienische Situation im Sommer 1990 war für weite Teile der Bevölkerung bedrohlich. Die Ozonwerte überstiegen die Grenzwerte der Luftreinhalte-Verordnung bei weitem. An einzelnen Orten wurden absolute Spitzenwerte erreicht, so zum Beispiel in Chiasso mit über 360 Mikrogramm Ozon pro Kubikmeter Luft. Derart hohe Ozonwerte haben nachgewiesenermassen direkt schädigende Auswirkungen auf die Gesundheit. Besonders betroffen sind die Kinder und betagte Menschen sowie all jene, die im Freien arbeiten müssen. Die Reaktion der Behörden war hilflos. Vom Bundesrat war in der kritischen Zeit überhaupt keine Reaktion zu vernehmen. Generell stellte man sich offenbar auf den Standpunkt, dass die Ozonsituation nur mit der Einhaltung der Luftreinhalte-Verordnung in Griff genommen werden kann. Dies allerdings nutzt der betroffenen Bevölkerung wenig. Dies trifft um so mehr zu, als heute feststeht, dass der Vollzug der LRV im Rück-

stand ist. Es liegen noch nicht einmal alle kantonalen Massnahmenpläne vor. Es ist sehr fraglich, ob die LRV fristgerecht eingehalten werden kann. Eine Neubeurteilung der Situation drängt sich deshalb auf. Zur Bekämpfung der hohen Spitzenwerte des Ozons sind in der Schweiz deshalb auch kurzfristige Massnahmen zum Schutz von Umwelt und Mensch notwendig.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*

*vom 10. Dezember 1990*

*Rapport écrit du Conseil fédéral*

*du 10 décembre 1990*

Aufgrund der Empfehlungen der Eidgenössischen Kommission für Lufthygiene (EKL) hat das Eidgenössische Departement des Innern im Frühjahr 1989 beschlossen, auf die Ausarbeitung eines Alarmkonzeptes zu verzichten und das Sommersmogproblem durch mittelfristige, dauerhaft wirksame Massnahmen zu lösen. Die EKL hat diese Empfehlungen an ihrer Sitzung vom 5. September 1990 bestätigt.

Auf nationaler und internationaler Ebene finden in nächster Zukunft verschiedene Treffen zum Thema Smogalarmkonzepte statt. So sind ein Expertentreffen in Genf über das photochemische Ozonbildungspotential von Kohlenwasserstoffen und ein Smogseminar der Weltgesundheitsorganisation, an dem auch der Präsident der EKL teilnehmen wird, vorgesehen. Auf nationaler Ebene wird das Problem im Rahmen der Schweizerischen Gesellschaft der Lufthygieniker (Cerc'l'Air) und der Konferenz der kantonalen Luftreinhalte-Fachstellenleiter unter Beteiligung des Buwal diskutiert. Im Lichte der Ergebnisse dieser Treffen werden das Buwal und die EKL prüfen, ob sich neue Argumente ergeben, welche die Erarbeitung eines Sommersmog-Alarmkonzeptes für die Schweiz aufdrängen. Das Buwal wird Ende März 1991 darüber informieren.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates**Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

**Präsident:** Die Motion wird von Herrn Scherrer bekämpft. Die Diskussion wird verschoben.

*Verschoben – Renvoyé*

90.915

**Motion Cavadini  
Krebsforschung.  
Höhere Bundesbeiträge  
Recherche sur le cancer.  
Relèvement des subventions**

*Wortlaut der Motion vom 6. Dezember 1990*

Der Bundesrat wird eingeladen, für die Legislaturperiode 1992–1995 die Beiträge an die Grundlagenforschung und an die angewandte Krebsforschung spürbar zu erhöhen.

*Texte de la motion du 6 décembre 1990*

Pour la législature 1992–1995, le Conseil fédéral est invité à augmenter sensiblement les subventions destinées à la recherche de base et à la recherche clinique contre le cancer.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Aliesch, Antille, Aubry, Baggi, Caccia, Cevy, Cotti, Dubois, Etique, Frey Claude, Houmard, Loeb, Martin Paul-René, Nabholz, Perey, Pini, Revaclier, Savary-Vaud, Segmüller, Weber-Schwyz, Wyss Paul, Zwingli (22)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Dans le rapport d'activité 1989 du Groupe suisse de recherche clinique sur le cancer (SIAC), il est affirmé qu'en 1989 cent fois plus de personnes sont décédées à cause du cancer que par suite du SIDA. Un quart de toutes les causes de mort en Suisse sont dues au cancer. Même avec le progrès de la médecine dans la prévention et la cure, les maladies attribuées au cancer restent très élevées et justifient un effort accru dans la recherche de base et clinique. Pour la législature 1988-1991, les subventions fédérales seront de 32 millions de francs (8 millions par année en moyenne): elles permettront de financer la recherche de base qui est réalisée par l'«Institut suisse de recherches expérimentales sur le cancer» (ISREC) à Epalinges et la recherche clinique sur les tumeurs qui coordonne l'activité de sept centres de recherche clinique. En plus, le Fonds national de la recherche et la Ligue suisse contre le cancer, avec des ligues cantonales, mettent encore des moyens à disposition, étant donné que les subventions de l'Etat sont insuffisantes. D'après le président de la ligue suisse, le professeur G. Nosedà, cette association devrait s'occuper d'aider les personnes malades du cancer en difficultés financières et sociales, et non de financer la recherche clinique.

Chaque année, 30 000 Suisses tombent malades du cancer et 15 000 meurent. La médecine a fait des progrès considérables et beaucoup de personnes peuvent aujourd'hui être sauvées. Mais l'on pourrait aller encore plus loin dans la prévention et dans la recherche de toutes les causes possibles de la maladie. Des moyens financiers supplémentaires sont toutefois indispensables, soit pour la recherche clinique, soit pour celle de base. Aujourd'hui, des projets de recherche jugés valables ne peuvent pas être réalisés, faute de ressources financières.

Selon le professeur Nosedà, l'on aurait besoin de 3 à 5 millions de francs de plus par année pour obtenir des résultats encore meilleurs.

Pour ces raisons et tout en soutenant la recherche expérimentale de base, nous demandons que l'effort de la Confédération à partir de l'année 1992 soit sensiblement augmenté dans l'intérêt de la population suisse.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 27. Februar 1991**Rapport écrit du Conseil fédéral du 27 février 1991*

Depuis 1975, la Confédération soutient la recherche sur le cancer par des subventions à l'Institut suisse de recherche expérimentale sur le cancer (ISREC) et au Groupe suisse de recherche clinique sur le cancer (SIAC). L'ISREC se consacre à la recherche fondamentale en vue d'applications dans la pratique et le SIAC, se fondant sur des connaissances de base, entreprend et coordonne la recherche appliquée (clinique et épidémiologique) dans le cadre d'un réseau de centres couvrant l'ensemble de la Suisse. Ces deux instituts peuvent s'appuyer sur 25 ans d'expérience jalonnés de succès. Ils ont considérablement contribué à une meilleure compréhension des causes à l'origine des cancers et, partant, à élargir les perspectives dans les domaines de la prévention, du dépistage précoce et du traitement du cancer. L'année dernière, ces deux instituts ont fait pour la première fois l'objet d'une évaluation par des groupes d'experts externes mandatés par la Confédération. Ces experts ont estimé que l'ISREC et le SIAC avaient fourni jusqu'ici des prestations d'une remarquable qualité.

Les demandes en faveur de la recherche sur le cancer formulées dans le message du Conseil fédéral concernant l'encouragement de la recherche scientifique durant la période 1992-1995 et un programme d'actions concerté en micro-électronique prévoient une augmentation des subventions fédérales par rapport au programme de subventionnement en cours. Il est proposé de faire passer la subvention à l'ISREC de 20,160 millions à 27,940 millions de francs, et celle accordée au SIAC de 11,840 millions à 16,408 millions de francs. Si l'on veut que ces deux instituts puissent continuer de faire face à leurs tâches, ces augmentations sont parfaitement justifiées, comme le souligne le Conseil fédéral dans son message. Ce

point de vue est également partagé par le Conseil suisse de la science, de même que par les experts qui avaient été chargés de l'évaluation du SIAC et de l'ISREC. Les Chambres fédérales auront l'occasion, au cours de cette année, de se prononcer sur la proposition présentée par le Conseil fédéral à ce sujet.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates**Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Le Conseil fédéral propose de classer la motion.

*Abgeschrieben – Classé*

90.949

## Motion Bonny

### Gebietsveränderungen

### Modifications territoriales

*Wortlaut der Motion vom 12. Dezember 1990*

Der Bundesrat wird eingeladen, dem Parlament eine Verfassungsbestimmung über Gebietsveränderungen in der Eidgenossenschaft vorzulegen. Darin hat der Bund Bestand und Gebiet der Kantone zu gewährleisten. Änderungen im Bestand und Gebiet der Kantone bedürfen der Zustimmung der beteiligten Kantone sowie neu einer Zweidrittelmehrheit der Stimmberechtigten des betroffenen Gebietes. Zusätzlich erfordern diese Bestandes- und Gebietsveränderungen wie bis anhin die Zustimmung von Volk und Ständen. Der Bund regelt das Verfahren im Einzelfall. Vorbehalten bleiben kleine Grenzvereinbarungen.

*Texte de la motion du 12 décembre 1990*

Le Conseil fédéral est chargé de présenter au Parlement un projet de disposition constitutionnelle sur les modifications territoriales au sein de la Confédération, fixant l'obligation de celle-ci de garantir l'existence et le territoire des cantons. Des modifications touchant l'existence ou le territoire de cantons doivent être approuvées par les cantons concernés ainsi que par une majorité des deux tiers des électeurs du territoire en question, ce qui est nouveau. En outre de telles modifications continueront à être soumises au vote du peuple et des cantons. La Confédération fixe les modalités de détail de la procédure. Sont réservées de petites rectifications de frontière.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Burckhardt, Frey Claude, Gysin, Houmard, Luder, Müller-Meilen, Seiler Hanspeter, Wanner (8)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Die derzeitige Regelung in der Bundesverfassung über Gebietsveränderungen vermag sowohl in formeller als auch in materieller Hinsicht nicht zu befriedigen. Massgebend sind heute vor allem Artikel 1 BV, der die 23 souveränen Kantone aufzählt, welche die Gesamtheit der Schweizerischen Eidgenossenschaft bilden, sowie Artikel 5 BV, mit welchem der Bund unter anderem den Kantonen ihr Gebiet gewährleistet. Die Vorarbeiten zur Totalrevision der Bundesverfassung haben gezeigt, dass die Frage der Gebietsveränderungen – eine gerade in einem Bundesstaat sehr wichtige und delikate Materie – einer Regelung in einem speziellen Verfassungsartikel bedarf.

Der sich in der letzten Zeit abzeichnende Umbruch in- und ausserhalb unseres Landes macht es erforderlich, dass diese Frage zügig geregelt wird. Es kann insbesondere nicht zugewartet werden, bis die Totalrevision – wenn überhaupt jemals – endlich realisiert sein wird. Gerade die Frage der europäischen Integration macht es erforderlich, dass dieser Prozess nicht von Desintegrationserscheinungen im Innern des Lan-

## **Motion Cavadini Krebsforschung. Höhere Bundesbeiträge**

### **Motion Cavadini Recherche sur le cancer. Relèvement des subventions**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	17
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	90.915
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.03.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	753-754
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 752

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.